

Mais ce qui m'inquiète le plus c'est que ma province aujourd'hui compte un grand nombre de fermes qui, selon le concept moderne de l'agriculture, ne sont tout simplement pas rentables et, dans bien des cas, le crédit actuellement disponible, bien qu'important, ne permet pas d'exploiter ces fermes comme nous le voudrions. Je pense que ce concept peut faire beaucoup pour l'agriculture, surtout dans les provinces Maritimes.

J'ai maintes fois entendu Alvin Hamilton, l'ancien ministre de l'Agriculture, parler de cet aspect particulier de l'agriculture. A chaque occasion, mon imagination s'en trouvait stimulée. J'en ai conclu qu'on pourrait ainsi revivifier l'industrie, notamment dans les Maritimes. En regardant le ministre des Forêts, je suis sûr qu'il connaît la situation en Gaspésie, qui n'est pas du tout différente de celle qu'on trouve au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. A mon avis, il faut agir, et vite. Chaque jour perdu est autant de temps à rattraper plus tard.

Je crois aussi que des mesures immédiates s'imposent si nous voulons créer, à propos des

céréales de provende, une politique qui encouragera nos éleveurs à accroître leur production de bovins, de porcs et d'autres éléments de l'industrie de la viande. C'est là, me semble-t-il, une autre mesure législative mentionnée dans le discours du trône et à propos de laquelle nous devons agir sans tarder.

Je ne m'étendrai pas sur cette question; j'attendrai plutôt la présentation de cette mesure. On peut désapprouver certains aspects de cette mesure législative, mais en ce qui concerne le principe en cause, je suis entièrement d'accord avec ce que le gouvernement se propose de faire dans ce domaine.

Je voudrais maintenant, monsieur l'Orateur, aborder un autre domaine, mais je devrais peut-être attendre à demain. Puis-je signaler qu'il est dix heures?

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre de déclarer qu'il est dix heures?

Des voix: D'accord.

(A 10 heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)
